



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 3 mars 1979

N° 12

PRIX : ANILLES 1,50F
FRANCE 2F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Editorial LA MORGUE COLONIALISTE

Les journées parlementaires du groupe RPR ont réuni durant plusieurs jours en Guadeloupe, tout le gratin de la droite française.

Mercredi, Valéry Giscard d'Estaing faisait une escale politico-technique à Pointe-à-Pitre avant de se rendre au Mexique.

Ces politiciens, du président de la république aux députés du RPR, n'ont cessé dans leurs déclarations, d'insister lourdement sur le fait qu'ici, ils sont chez eux, en France.

Il faut croire qu'aux Antilles, la population a la tête bien dure pour n'être point encore convaincue de cela et que les hommes du pouvoir soient obligés de ressasser ces mêmes sornettes !

Depuis 3 ans, c'est toutes les semaines que le pouvoir colonial envoie délégations, ministres, secrétaires répéter à satiété «Vous êtes Français à part entière», «Nous comprenons vos problèmes spécifiques».

La morgue colonialiste et le comportement de grande puissance dominatrice se manifestent à chacune de ces occasions. Et plus ça va, plus les colonialistes en rajoutent, plus ils sont sûrs d'eux. Au point d'en perdre toute prudence et de se conduire comme en pays conquis, le mépris et le racisme au bord des lèvres.

Et c'est cela qui a causé l'explosion de Baimbridge. Car ces voyages, ces déclarations, une grande partie des peuples des Antilles en a assez. Elle tolère de plus en plus mal qu'on l'opprime et qu'on vienne en plus lui rappeler à chaque fois sa dépendance de l'impérialisme.

C'est bien ce qu'exprimaient les jeunes des lycées de Baimbridge et de Trinité lorsqu'ils se sont opposés violemment à la violence des racistes, à leur arrogance et à leur mépris.

Le fait que ces événements aient ému une partie très importante de la population, tant en Guadeloupe qu'en Martinique, prouve à quel point le pouvoir et ceux qui le représentent sont honnis par toute une large couche des peuples des Antilles.

Alors aujourd'hui, Giscard et les politiciens du RPR peuvent bien déclarer ce qu'ils veulent sur le caractère «français» de la Martinique et la Guadeloupe, de toute façon cela ne leur coûte pas grand chose pour l'instant.

Mais tous les pays qu'ils dominaient dans le passé et qu'ils appelaient «français» sont pour la plupart indépendants aujourd'hui.

Les Antilles obéissent, elles aussi, aux lois de l'histoire. Les événements récents dans les lycées, ajoutés à tous les incidents plus ou moins graves qui éclatent entre blancs et noirs en Guadeloupe, sont là pour montrer que la colonie n'est pas si «française» que cela.

Le pouvoir aura l'occasion de s'en rendre compte. Et il sera bien obligé d'en tirer les conclusions, ici comme ailleurs.

GUADELOUPE - GREVE DES P.T.T : DES TRAVAILLEURS EXCEDES

La grève des employés du tri postal qui a débuté le 19 février, continue toujours. Tout au long de la semaine, elle s'est durcie et a gagné l'ensemble des services, en particulier au centre de Pointe-à-Pitre Principal qui est celui où tout le courrier est rassemblé.

En se mettant en grève illimitée après plusieurs mouvements d'une demi-journée, les employés des brigades de tri voulaient obliger la direction départementale à aménager le travail du samedi soir, de 17 à 24 h. Les employés ne veulent plus que le samedi soir soit considéré comme un jour de travail normal et veulent que cette demi-nuit soit compensée par un repos le lundi soir. D'autres demandent la suppression totale du tri du samedi soir.

Par ailleurs les employés réclament :

- une diminution des heures de travail, soit 35 h par semaine sans diminution de salaire;
- l'embauche de personnel supplémentaire;
- la titularisation en Guadeloupe même des employés qui remplissent les conditions d'ancienneté.

En ce qui concerne cette dernière revendication, il faut signaler que la majorité des employés des PTT ne sont pas titulaires de leur poste. Car après avoir passé l'examen professionnel, il leur faut effectuer un stage en France s'ils veulent être titularisés. Mais nombreux sont ceux qui refusent de partir car lorsque le stage est terminé, ils n'arrivent pas à se faire muter dans leur pays.

D'autre part, les femmes qui ont au moins deux enfants à charge et deux années d'ancienneté doivent normalement être titularisées. Cette loi n'est pas appliquée en Guadeloupe.

C'est aussi contre toutes ces discrimina-



Photo H. ROUDY.

tions que se battent les employés des PTT.

Lors des réunions organisées dans la semaine entre le directeur départemental et les représentants syndicaux, celui-ci s'est pratiquement déclaré incompétent. Pour toute solution il devait en référer à Paris.

Les employés se sont montrés surpris du peu de pouvoir détenu par un dirigeant d'un service public local. Néanmoins, M. Hugues a su retrouver les arguments habituels de tous les patrons et autres dirigeants, pour faire appel au sens des responsabilités des employés qui travaillent dans un service public, etc...

Si les PTT ne fonctionnent pas correctement, la faute n'en revient pas aux employés mais bien à la direction des PTT

qui entend faire traiter un nombre de services croissants (courrier, mandats, communications téléphoniques) par un personnel qui n'augmente pas suffisamment et dans des conditions de travail qui se délabrent de jour en jour.

Alors, les employés des PTT, ceux du tri postal qui ont démarré la grève, et aussi ceux des autres services qui ont rejoint le mouvement, refusent de faire les frais des mesures d'austérité du gouvernement français.

Comme dans bien d'autres secteurs, ils ont choisi de lutter. Ils doivent trouver le soutien total des usagers dans la voie qu'ils ont choisie.

M. T.

FORT-DE-FRANCE - LA FIEVRE JAUNE : UNE INQUIETUDE JUSTIFIEE

Ainsi, il aura fallu l'apparition de la fièvre jaune à Trinidad pour que nous apprenions que nous vivons en permanence avec le risque de voir se déclarer et se propager comme une traînée de poudre cette maladie mortelle.

Il n'existe à l'heure actuelle aucun traitement spécifique de la fièvre jaune. D'où l'importance que peuvent avoir les mesures de prévention dans des pays tropicaux, essentiellement atteints par cette maladie.

Et c'est justement là que se situe la responsabilité de ceux qui sont chargés de gouverner la Martinique et la Guadeloupe. Les populations des deux îles, au même titre que celles de Trinidad, de Barbade ou des pays d'Amérique du Sud, sont à la merci de cette affection qui peut se déclarer à n'importe quel moment, le moustique porteur du virus, l'Aedes-Aegypti, étant un moustique des plus communs proliférant dans nos îles. Déjà l'année dernière une épidémie de dengue, transmise aussi par le même moustique, s'était déclarée et avait touché une grande partie de la population sans que les autorités fassent autre chose que de conseiller aux personnes at-

teintes d'aller voir un médecin ! Mais, ce qui était relativement bénin dans le cas de la dengue, ne l'est plus du tout dans le cas de la fièvre jaune qui est une maladie infectieuse entraînant la plupart du temps la mort.

Alors bien sûr, devant l'inquiétude légitime de la population, les autorités ont pris des mesures. Mais ces mesures consistent surtout en la fermeture des frontières en provenance ou en direction de Trinidad. C'était effectivement le plus facile à faire et ce qui revenait le moins cher. Et c'était aussi une mesure spectaculaire qui avait pour intention essentiellement de rassurer la population et que n'ont pas manqué de souligner le préfet, les responsables de la DDASS ou les élus du Conseil Général.

Mais les véritables mesures, celles qui pourraient véritablement annuler les risques de propagation de cette maladie, ne se prennent pas après coup, quand l'infection s'est déclarée. Elles se prennent avant, et sont l'objet d'une véritable campagne de prévention contre la fièvre jaune.

Ces mesures ne sont toujours pas prises. La campagne préventive n'a jamais été

faite et la population court des risques dont elle n'est même pas informée, découvrant soudain le danger à l'occasion d'un événement comme celui-ci.

La prévention consiste en deux volets : la vaccination et la démoustication. Toutes les deux demandent que d'importants moyens soient mis en œuvre et qu'un plan soit élaboré pour assurer l'hygiène et la santé de la population.

(suite en page 4)

**ELECTIONS
CANTONALES**
lire nos articles
page 2

LE 18 MARS, ENVOYEZ AU CONSEIL GENERAL LES CANDIDATS DE COMBAT OUVRIER !

La campagne des élections cantonales prévues pour les 18 et 25 Mars s'ouvre cette semaine. Dix-huit cantons sont renouvelables en Guadeloupe et autant en Martinique.

Comme à d'autres élections notre tendance participera à ces cantonales. Trois candidats de Combat Ouvrier se présentent dans deux cantons de Guadeloupe (Lamentin et Capesterre-Belle Eau) et un seul en Martinique (Robert).

Nos candidats appellent les travailleurs à voter nombreux pour les élire au Conseil Général.

Notre tendance pense que la situation économique, sociale et politique nécessite que les travailleurs fassent entendre en toute occasion leur voix propre.

Il faut faire savoir au pouvoir et aux

capitalistes que ceux à qui ils font subir les effets de la crise de leur propre système capitaliste ne sont pas des victimes consentantes. Il faut leur faire savoir que parmi ceux qui seront demain conseillers généraux doivent se trouver au moins un ou deux éléments qui sauront faire entendre la voix des travailleurs dans cette assemblée impuissante à régler les problèmes des travailleurs et conciliante et consentante pour tous les mauvais coups du pouvoir.

Il faut que l'écho des revendications ouvrières, que le sentiment populaire de plus en plus vaste qui s'élève contre le poids de la vie chère, du chômage et de la misère se répercute au sein même de l'assemblée de notables et de représentants du pouvoir qu'est le Conseil Général.

TRAVAILLEURS ! PARTICIPEZ A NOTRE CAMPAGNE

Bien souvent nos camarades présentés aujourd'hui à ces élections ont été aux côtés des travailleurs dans leurs luttes.

Cela est indéniable et est connu d'un grand nombre de ceux avec qui ils ont lutté.

Mais la grande masse des pauvres ne sait pas encore bien quels sont ceux qui sont ses vrais défenseurs et quels sont ceux qui avec acharnement veulent les aider, les organiser et les préparer pour une lutte contre la misère et l'oppression actuelles.

Au cours de cette campagne, les travailleurs qui ont sympathisé ou sympathisent

avec nos camarades, tous ceux qui chaque semaine sont les fidèles lecteurs de notre journal, tous ceux qui croient qu'un changement radical est nécessaire dans ce pays, tous ceux-là doivent se transformer en propagandistes actifs pour notre campagne électorale.

Il faut qu'au travers de cette campagne et des résultats qui seront obtenus, le pouvoir sache que les travailleurs et toute la population en ont plus qu'assez de voir mettre leur pays en coupe réglée par toutes sortes de profiteurs couverts et encouragés par l'Etat.

NON AU CHOMAGE ! NON A LA MISERE ! NON AU RACISME ET A L'OPPRESSION

Nous dirons — au cours de la campagne — que les travailleurs antillais ne doivent plus accepter d'être traités comme des étrangers dans leur propre pays

Nous n'acceptons pas que des racistes qui sont arrivés ici en grand nombre avec les encouragements et la bénédiction du pouvoir se croient suffisamment forts et couverts pour organiser une véritable agression contre des élèves du lycée de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et que d'autres racistes au lycée de Trinité (Martinique) bloquent le fonctionnement du lycée parce qu'ils réclament le droit d'être racistes en toute impunité !

Nous n'accepterons jamais cela. Et nous appelons les travailleurs — au cours de ces élections — à le dire aussi en votant pour nos camarades TREIL, ANAIS et ELISA-

BETH.

Nos camarades s'élèveront avec la dernière énergie contre les menées d'un pouvoir colonial qui détruit tout ce que les Antilles peuvent compter encore d'activités productives. Nous n'acceptons pas de voir transformer nos îles en un vaste réservoir à touristes et notre population en une troupe de larbins au service de tous ces messieurs qui viennent tenir congrès les uns après les autres dans leurs grands hôtels.

Nous n'acceptons pas que l'on pille la petite paysannerie dont on a le cynisme de payer la production moins cher que ce qu'il leur en a coûté pour la réaliser.

Nous refusons, et nous appelons tout le peuple laborieux à le dire fortement en votant pour nos candidats — la mainmise

AU LAMENTIN : BRUNO TREIL



Notre camarade n'en continue pas moins à défendre ses idées dans l'émigration Antillaise et en particulier dans le milieu des travailleurs.

En 1971 il regagne la Guadeloupe et enseigne depuis à la cité scolaire de Baimbridge.

L'année même de son arrivée il prend une part active à la campagne pour le retour en Guadeloupe du professeur Leborgne victime de l'ordonnance de 1960. Militant et responsable du syndicat national des enseignants du second degré (SNES) notre camarade se bat pour une école au service des enfants de travailleurs et de toutes les couches pauvres de la société.

Son activité syndicale en milieu enseignant ne l'empêche nullement de participer à la lutte des autres catégories de travailleurs.

Ainsi avec son aide, les sections syndicales CGTG de la SOFROI, de Grosse-Montagne, de l'entreprise Marsolle sont créées.

En décembre 1977, il organise avec les travailleurs les plus combatifs la lutte contre les licenciements à l'usine Beauport.

En maintes occasions, il prête son concours actif à ceux de Grosse-Montagne en lutte.

Dans la région de Ste Rose-Lamentin, notre camarade est connu depuis plusieurs années, de nombreux travailleurs pour sa participation à toutes les luttes qu'ils entreprennent, que ce soit lors de la longue grève de la canne de 1975, ou lors de la fermeture de l'usine Bonne-Mère.

Enfin récemment au moment de l'arrestation des trois syndicalistes nationalistes du Lamentin, suite à la tentative d'implantation de la Compagnie Fruitière, Bruno TREIL est de ceux qui soutiennent publiquement et activement leur combat et exigent leur libération.

Dans la commune du Lamentin (Guadeloupe) c'est le camarade TREIL Bruno qui sera le candidat Combat Ouvrier.

Agé de 35 ans, B. Treil milite depuis plusieurs années et défend les idées socialistes révolutionnaires. Il milite pour la prise du pouvoir par les travailleurs. Issu d'une famille nombreuse, il fait des études secondaires au lycée Carnot de Pointe-à-Pitre jusqu'en 1963.

Après le baccalauréat il entreprend les études supérieures qui le conduisent à la licence de sociologie.

Au cours de ces années d'études, notre camarade milite activement au sein de l'Association générale des étudiants guadeloupéens (AGEG).

Parce qu'il refuse d'adopter leur point de vue concernant l'avenir de la Guadeloupe, il est exclu de façon antidémocratique de l'AGEG par le courant nationaliste (GONG).

de plus en plus étroite des colonialistes sur nos pays.

Si demain nous voulons vivre ici même de notre travail, sans avoir à partir chercher du travail en France, si nous voulons que les agriculteurs, que la population de nos campagnes puissent vivre mieux, il faut avoir en main nous-mêmes nos propres affaires.

Des pays beaucoup plus pauvres — Do-

minique — Sainte Lucie — Saint Vincent — dirigent leurs affaires eux-mêmes. Pourquoi nous Guadeloupéens et Martiniquais serions-nous incapables de cela ?

On a voulu nous réduire à la mendicité et à l'indignité avec toutes sortes de petites aumônes qu'on nous contraint à réclamer.

Mais le pouvoir ne peut s'estimer quitte avec cela.

QUEL EST, AUJOURD'HUI, LE BILAN DE CE POUVOIR ?

Les usines ferment les unes après les autres, la canne est en voie de disparition en Martinique, la production de bananes est en danger, les petits commerçants sont durement concurrencés par les grands magasins qui entourent les villes et envahis-

sent même les communes.

La jeunesse s'en va en France contrainte de s'exiler pour chercher du travail. La population vieillit et a de moins en moins confiance en ses propres moyens pour envisager son avenir.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES ! JEUNES, CHOMEURS !

Un sursaut de dignité est plus que jamais nécessaire. Les hommes en place, qu'ils soient de gauche ou de droite, nous ont conduits ou ont laissé conduire au bord du précipice. La falaise est à nos pieds, et certains veulent nous y précipiter. Le moment est venu de faire front et de faire savoir que nous combattons.

Un sursaut d'énergie et de foi sont nécessaires : énergie pour rassembler toutes nos forces et convaincre les hésitants, les calculateurs, les timorés et les capons — et foi en nos propres possibilités, en notre avenir et en notre capacité à lutter et à bâtir nous-mêmes cet avenir !

Tout nous indique à quel point le pouvoir craint la force que nous représentons quand nous entrons en lutte. Et les derniers événements de Baimbridge, qui ont montré avec quelle rapidité les autorités ont agi pour « calmer » les choses, et donner satisfaction aux lycéens, prouvent quelles possibilités importantes sont entre nos mains, dès lors que nous déciderons de

l'utiliser.

Le peuple travailleur n'a rien à craindre de lui-même. C'est des exploiters blancs ou noirs et des politiciens à leur service qu'il faut se débarrasser. C'est d'eux que viennent notre malheur et nos souffrances.

C'est de ceux-là qu'il faut se passer et débarrasser nos îles pour que la vie change.

Ces sentiments nous savons que la majorité de notre peuple les partage.

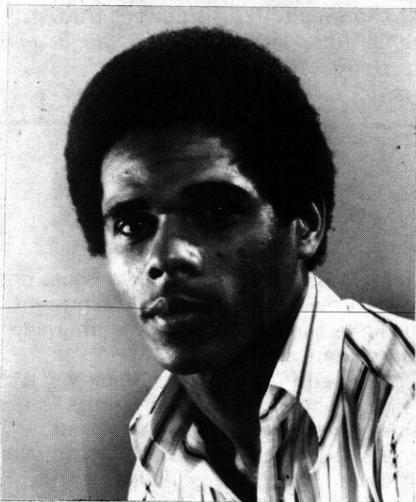
Et nos candidats sont les seuls qui pourront et voudront les exprimer tout haut au sein du Conseil Général. C'est pourquoi il faut que vous y envoyiez les candidats de Combat Ouvrier.

AU LAMENTIN VOTEZ BRUNO TREIL

A CAPESTERRE-BELLE EAU
VOTEZ PHILIPPE ANAIS

AU ROBERT
VOTEZ HENRI ELISABETH

AU ROBERT : HENRI ELISABETH



touché l'EDF, notamment en 1974 et 1976.

Il défend notamment en toutes circonstances l'idée que les travailleurs doivent prendre en mains leurs propres luttes, contre le monopole que prétendent imposer quelques dirigeants syndicaux antidémocratiques. Ouvrier lui-même, notre camarade est profondément convaincu de la nécessité pour la classe ouvrière d'apprendre à diriger dès maintenant ses luttes, car demain c'est la société toute entière qu'elle devra diriger.

C'est d'ailleurs parce qu'il est à la fois un militant combatif et dévoué qu'il a choisi de participer à une lutte autrement plus profonde, la lutte pour le socialisme, pour la prise du pouvoir par les travailleurs, et qu'il est devenu, depuis 1972 militant de Combat Ouvrier.

Au Robert, il est connu aussi comme un défenseur des pauvres et des opprimés. C'est ainsi qu'il a participé à la création du comité des délogés de Cité Lacroix, comité qu'il dirige encore aujourd'hui.

Voilà le candidat que nous présentons aux suffrages de la population laborieuse du Robert.

Votez Henri ELISABETH !

Combat Ouvrier présentera dans le canton du Robert la candidature de Henri ELISABETH.

Notre camarade, âgé de 28 ans, est agent technique à l'EDF, entreprise dans laquelle il travaille depuis l'âge de 20 ans. C'est un militant syndical actif et estimé de ses camarades de travail qui lui ont fait confiance à plusieurs reprises pour participer à la direction du syndicat.

Militant ouvrier combatif, il a été de tous les mouvements de grève qui ont

Les échos de diverses entreprises, que nous publions cette semaine, expriment souvent une même réalité, quels que soient les secteurs : dans la plupart des entreprises, les patrons exploitent au maximum les travailleurs, faisant effectuer le plus de travail possible par un nombre réduit de personnes. Si bien que ces travailleurs arrivent à peine à s'acquitter de leur tâche

HOPITAL P.A.P Des prétextes pour ne pas titulariser

Des concours ont été dernièrement organisés pour des postes d'A.S. ou d'agents de bureau. Ces concours, dont les places étaient limitées en nombre, n'ont permis qu'à quelques-uns d'entre nous de réussir.

Certaines parmi nous comptent 18 ans d'ancienneté en tant qu'ASH. Voilà des années qu'elles effectuent, de fait, le travail exigé des AS, et sans que la direction s'en plaigne... Mais, s'agit-il de les titulariser à ce poste, alors la direction organise un concours... pour mieux pouvoir maintenir la majorité dans une catégorie moins bien rétribuée.

Nous ne nions pas que certaines connaissances sont nécessaires : mais une formation continue, au moyen de cours et de stages, pourrait très bien nous les donner. Quant au travail, nous le faisons déjà.

Si cette fois nous avons accepté de participer à ce concours, les résultats et le prétexte qu'il a fourni à la direction nous auront montré dans quel sens réagir à l'avenir.

Directeur défenseur de la vertu

Par une circulaire de la direction nous avons appris, ces jours-ci que le conseil d'administration avait voté l'attribution d'une prime à la « première naissance », mais... uniquement pour les enfants dont les parents sont mariés et encore ne faut-il pas que l'enfant soit né avant le mariage de ses parents. Ah, mais !...

Nous pouvons constater que pour la direction il y a deux catégories d'enfants : ceux qui sont légitimes... et les autres !

C'est sans doute pour inaugurer l'année internationale de l'enfance que la direction a eu cette généreuse idée !

Prisunic Raizet : le culot de la direction

Nous avons appris par une note de service que l'inventaire général devrait être fait le lundi 5 mars au matin.

La raison avancée par la direction serait que les résultats de l'inventaire sont « catastrophiques » et qu'il y aurait environ 125 millions de démarque inconnue.

Nous ne sommes pas responsables de cette situation et le patron ferait mieux de regarder de plus près sa propre gestion, car il est étonnant qu'il y ait une « surmarque » de plusieurs millions au dépôt de Jarry. Alors messieurs, les négligences, elles proviennent probablement de votre fait et non pas de notre comptage.

Quoi qu'il en soit, nous ne voulons pas être pénalisés. Que l'inventaire soit refait durant nos heures de travail normales et non pas sur nos jours de repos !

F.de.F Sécurité Sociale les femmes de ménage, traitées avec désinvolture

Depuis quelques mois déjà, la Caisse s'est engagée à payer un rappel sur le salaire des femmes de ménage.

Ce rappel s'étend sur plusieurs années pour certaines d'entre elles, parce que leur appartenance à l'organisme ne leur fut reconnue que plusieurs années après avoir été embauchées.

Nombreuses furent les démarches effectuées par les délégués de l'entreprise pour convaincre la direction de l'urgence de régler ce problème. Mais il faut croire que rien ne la presse d'agir, car si certaines de ces travailleuses ont perçu déjà ce dû, la majorité attend toujours d'être payée.

Voilà qui révèle bien le peu d'empressement des différents services de la direction à satisfaire rapidement les revendications des femmes de ménage.

Il n'y a pas bien longtemps, ces services se renvoyaient la balle, le dossier semble-t-il traînait tantôt chez le secrétaire général ou chez l'agent comptable, quand ce n'était pas dans les bureaux de la direction régionale.

Maintenant que l'esquive n'est plus possible, puisque certaines femmes de ménage ont touché déjà, c'est donc par pure négligence que la direction fait traîner les choses.

Faudrait-il donc que les femmes de ménage tiennent un autre langage pour que leur soit versé leur dû ?

P.A.P - SOFROI

RIMBAUD prend soin de nous... on se méfie !

La direction s'apprête à augmenter le nombre de contrôleurs pour permettre un débit plus important et plus rapide des clients les jours de grande vente.

En contrepartie, elle demande à l'ensemble des contrôleurs de retourner dans les rayons à tour de rôle, durant les heures creuses.

Constatant que les anciens contrôleurs en poste sur les machines depuis 5 ou 6 ans ne voyaient pas cette innovation d'un bon œil, Rimbaud, le patron est venu les convaincre lui-même. Et il a expliqué, sans rire, que le contact avec la clientèle est souvent pénible et donc que cela nous ferait du bien de sortir du contrôle de temps en temps.

Quelle idée Rimbaud a-t-il derrière la tête? Nous n'en savons rien. Mais puisqu'il se soucie tant de notre santé, qu'il nous offre donc des salles de repos pour passer les heures creuses, au lieu de nous envoyer dans les rayons !

Cela montre à l'évidence qu'il serait possible aux patrons d'embaucher du personnel en assez grand nombre, puisque le travail ne manque pas ! Ainsi, on permettrait aux travailleurs déjà en place de travailler à un rythme moins épuisant, de se reposer davantage; dans le même temps, une telle mesure contribuerait à résoudre le problème du chômage. Plus que jamais, le mot d'ordre : « Répartition du travail entre tous ! » est à l'ordre du jour.

SOCALTRA

Nous présentons aujourd'hui une entreprise de Martinique dans laquelle est publié un bulletin COMBAT OUVRIER.



La SOCALTRA est une entreprise de métallurgie implantée en Martinique depuis 1971. C'est une filiale de Creusot-Loire, troisième trust de la sidérurgie française derrière Sacilor et Usinor, dont les propriétaires sont les EMPAIN-SCHNEIDER (le fameux baron EMPAIN, et la famille SCHNEIDER dont fait partie Madame Giscard D'ESTAING). Notons que l'usine de Darbousier en Guadeloupe appartient aussi au Baron EMPAIN.

La Socaltra est également implantée en Guyane où un contrat la lie avec la base de Kourou à laquelle elle assure la réfection et l'entretien de l'infrastructure métallique.

PLUSIEURS CORDES A SON ARC.

En Martinique, la Socaltra répond essentiellement aux besoins de la raffinerie de pétrole — la SARA — que ce soit en permanence, pour l'entretien régulier ou lors de l'arrêt technique du mois de janvier où l'ensemble de la raffinerie est révisé. A cet effet, la Socaltra détache en permanence 16 membres de son personnel (8 ouvriers et 8 femmes de ménage) sur la Sara, et embauche au mois de janvier une quarantaine d'intérimaires, tandis qu'elle fait venir en même temps de France une quarantaine d'ouvriers spécialisés dans le travail sur les raffineries.

En ce même mois de janvier, tandis que la Sara est arrêtée pour sa révision annuelle, les barges assurant le transport du pétrole et du gaz de la Martinique vers la Guadeloupe sont également visitées et réparées au Bassin de Radoub par la Socaltra.

Mais en plus de cet entretien annuel, la Socaltra s'occupe des réparations effectuées sur toutes sortes de bateaux tout au long de l'année dans le Bassin de Radoub. Entre 5 et 15 ouvriers, selon les besoins, sont affectés en permanence sur le Bassin. Ce secteur est en pleine extension.

Le Bassin de Radoub est ainsi géré par une Société de Gestion comprenant la Socaltra (à 49 %), la Camic (à 49 %) et Terlin (2 %).

En plus de l'entretien de la raffinerie et des navires du Bassin de Radoub, la Socaltra exerce diverses activités. Elle répond à plusieurs sortes de commandes et de travaux, comme par exemple dernièrement la réfection de la cathédrale de Fort-de-France, ou bien la réparation de chaudières d'usines (les cuves de l'usine de Sainte-Marie notamment), ou encore la confection et le montage de charpentes métalliques pour des ateliers, des hangars, etc... En ce moment la Socaltra est chargée de la réfection de l'aéroport du Lamentin et a en projet des commandes de cuves pour la Sara, pour l'EDF et pour l'usine La Mauny. Elle possède également un atelier « froid » consacré à la réparation de climatiseurs, car elle est concessionnaire en Martinique de la marque de climatiseurs Airwell. 7 ouvriers travaillent dans cet atelier.

extraits du bulletin Combat Ouvrier

SOCALTRA INTERDICTION

DES LICENCIEMENTS !
POUR LA SEMAINE DE 35 HEURES !

Face aux menaces graves qui pèsent sur notre emploi, nous avons aussi nos solutions.

D'abord la lutte, pour empêcher tout licenciement dans l'entreprise. Ensuite la mise en avant d'une revendication claire : il nous faut exiger la diminution du temps de travail mais sans diminution de salaire !

Le patron ne nous a jamais fait profiter de ses bénéfices quand les affaires marchaient bien. Il n'y a aucune raison que nous en fassions les frais si cela va moins bien. D'ailleurs rien ne le prouve, puisqu'il ne nous ouvre pas ses livres de comptes.

Exigeons la semaine de 35 heures payées 40 heures !

BASSIN DE RADOUB LES HEURES SUPPLEMENTAIRES NE PROFITENT QU'AU PATRON !

Alors que le patron de Socaltra menace de licencier sous prétexte de diminution de son carnet de commandes, il fait faire en même temps des heures supplémentaires sur le Bassin de Radoub. Voilà un bel exemple d'hypocrisie et de mensonge.

Camarades, faire des heures supplémentaires c'est aller contre notre propre intérêt. Refusons-les !

SOCALTRA

LE PONT NE DOIT PLUS ROULER !

Depuis quelques temps, nous avons un pont roulant qui ne fait que lâcher tout le matériel qu'il transporte, et les responsables de l'entreprise ne s'en occupent pas, comptant sur la bonne volonté de tous pour le faire marcher convenablement.

Les ouvriers risquent à tout moment leur vie. Mais de cela la Socaltra s'en fiche !

L'entreprise comprend deux autres ateliers : la chaudronnerie, qui fabrique les charpentes métalliques, les cuves, etc...; où travaillent une trentaine d'ouvriers, et la mécanique. Une dizaine de mécaniciens travaillent soit à la Zone Industrielle où sont implantés les ateliers, soit sur les bateaux, soit sur les chantiers extérieurs.

(à suivre)

LYCEE DE TRINITE : LA TENSION PERSISTE

La reprise des cours effectuée le Mardi 20 Février au lycée de Trinité aura été bien précaire, puisque dès le lendemain la grève recommençait, tant au lycée qu'au LEP.

Là encore, ce sera l'attitude des deux professeurs français en cause, Vilpoux et Charpentier qui mettra le feu aux poudres. Les élèves de la Cité Scolaire avaient déjà fait une semaine de grève du 12 au 19 pour protester contre le racisme et le mépris qu'affichaient ces messieurs. Lors de cette grève, il y avait eu quelques bousculades entre élèves et membres de l'administration ou professeurs. Un conseil de classe avait décidé la reprise des cours sans sanctions contre les élèves le 19.

Eh bien, ni Vilpoux, ni Charpentier n'ont daigné venir à ce conseil. Selon la rumeur, ils ne se sentiraient pas « concernés » par la décision du 19. Bien mieux, ils n'ont pas assuré

leurs cours du Mercredi 20 et on a pu voir Charpentier se promener tranquillement dans l'établissement le matin.

C'est ce geste de provocation évidente qui a déclenché la fureur des élèves qui se sont mis en grève et exigent de plus en plus nombreux le remplacement de Vilpoux et de Charpentier.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas ce que feront les élèves à la rentrée le Vendredi 2 Mars. Mais il est de plus en plus évident que les perturbations dans les cours proviennent du mépris et de l'arrogance affichés par certains professeurs français et par l'administration de la cité scolaire de Trinité. Les élèves de Trinité ont déjà montré qu'ils sont décidés à ne plus accepter de telles attitudes.

Guadeloupe: Premiers résultats de la coupe: on est loin des estimations

Les résultats de la richesse saccharine des premières tonnes de cannes livrées, sont tombés.

Sur un tonnage de 61.368 tonnes de canne entré aux usines de Beauport, Darboussier, Gardel et Grosse-Montagne, la richesse saccharine moyenne serait de 9.16. Le prix moyen de la tonne de canne résultant de ces premières livraisons est donc de 118,38 F soit très peu différent des 116,12 F annoncés pour une richesse de 9. Or il s'agit d'une coupe faite à la meilleure période de la récolte.

Quels étaient donc les éléments qui permettaient à certains «oiseaux de bon augure», préfet en tête d'annoncer avec assurance et insistance il y a quelques semaines, que les estimations faites sur la richesse saccharine de la récolte de 79 étaient particulièrement encourageantes. On parlait alors de richesse saccharine atteignant 12... si la récolte démarrait immédiatement.

C'est un peu le même refrain qu'entonnait le responsable de la FDSEA (Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), René Siméon, dans une déclaration faite à l'ouverture de la récolte, exhortant les coupeurs à couper d'abord, pour profiter, disait-il d'un taux de richesse saccharine particulièrement favorable, et prévoir des formes de revendications par la suite...

On est donc loin des estimations favorables de ces messieurs. Il est vrai qu'elles étaient avant tout destinées à couper court aux luttes et à faire démarrer immédiatement la récolte.

Grand-Anse en lutte: Etzol se dédouane!

La récolte n'a pas encore commencé à Marie-Galante, et cela, en raison de la grève des ouvriers de l'usine Grand-Anse. En effet, si en Guadeloupe les travailleurs ont accepté les 3 % d'augmentation proposés par les usiniers, ceux de Marie-Galante les ont estimés insuffisants, et réclament 5 %, soit 2 % de plus (pour compenser, disent-ils notamment, le coût de la vie nettement plus élevé à Marie-Galante).

Une telle revendication, quoique minime, ne se heurte pas moins à l'opposition farouche de la direction de l'usine. Les travailleurs ont retenu quelque temps dans son bureau le directeur, Manégrier, afin de l'aider à réfléchir: celui-ci fit appel aux gendarmes, qui tentèrent d'intimider les grévistes.

La direction a même pris l'offensive en faisant remettre aux travailleurs une lettre de mise en «chômage technique» jusqu'à la fin de la grève. Face à ces manœuvres et à des tentatives de démoralisation des grévistes, ceux-ci ont bien compris que leur force sera d'autant plus grande qu'ils obtiendront le soutien des autres couches laborieuses de l'île, en particulier les petits planteurs et les petits commerçants.

C'est sans doute la crainte qu'une telle mobilisation ne soit l'occasion pour tous de montrer leur colère face à la situation actuelle, qui a poussé le (toujours) maire de Grand-Bourg, Etzol, à envoyer à grand renfort de publicité un télégramme à Giscard et à Dijoud. Il y évoque «l'émotion» des planteurs et de la population; «redoutant des manifestations incontrôlées», il demande à ses maîtres de convoquer une réunion de conciliation entre les diverses parties concernées et les élus locaux. Réflexe de politicien qui veut dégager sa responsabilité ou démagogie d'Etzol pour redorer son blason un peu terne ces temps-ci, cette manœuvre ne saurait de toute manière rien régler. Etzol, lui-même actionnaire de l'usine, n'a qu'à faire pression sur ses comparses pour accorder les 2 % réclamés par les travailleurs.

LE CONFLIT CHINE-VIETNAM: LES PEUPLES N'Y ONT RIEN A GAGNER

A l'heure où nous écrivons, le conflit entre la Chine et le Vietnam se poursuit, et la pénétration des troupes chinoises en territoire vietnamien atteindrait en certains points plus de 80 km. La chute de plusieurs capitales de province du Nord-Vietnam: Cao Bang, Lao Cai, Lang Son, paraît probable. Si de tels faits étaient confirmés, cela signifierait, à n'en pas douter, un nouveau pas dans l'escalade.

En effet, les dirigeants de Pékin n'ont cessé de présenter leur offensive comme la volonté de donner une simple «leçon» au Vietnam, après quoi ils retireraient leurs troupes. Mais après bientôt deux semaines de combats. C'est pratiquement une guerre qui est engagée. En fait les troupes chinoises n'ont pas, malgré leur progression, fait subir de grave défaite à l'armée vietnamienne. Voilà pourquoi il leur est difficile de se retirer tout de suite. La prise éventuelle de capitales de province peut être la base d'une offensive de plus grande envergure, et par là même de prolongation du conflit.

L'évolution de l'offensive chinoise dépendra de plusieurs facteurs et servira en même temps de test à plusieurs titres.

Tout d'abord la situation au Cambodge montrera si l'armée vietnamienne bénéficie au moins de la neutralité de la population khmère après l'intervention de janvier. Ensuite, elle permettra d'éprouver à quel point la population du Sud-Vietnam est prête à défendre le régime de Hanoi. Enfin, et ce n'est pas le moindre aspect du problème, l'attitude de l'URSS, alliée du Vietnam, dans les jours à venir sera déterminante. Pour l'instant, les dirigeants soviétiques se sont contentés de menaces verbales, mais plus le temps passe, et plus cette position devient gênante pour eux.

On le voit, l'opération chinoise repose sur un gigantesque pari. Mais quelle qu'en soit l'issue, on peut d'ores et déjà dire que les perdants sont connus: ce sont les peuples vietnamiens et chinois, déjà durement éprouvés, et qui n'ont rien à gagner dans ces affrontements qui ne servent en définitive que les intérêts de l'impérialisme.

SAINTE-LUCIE INDEPENDANTE

Jeudi 22 Février, Ste Lucie accédait à l'indépendance.

Située au sud de la Martinique, cette île de 616 km² possède plus de 120.000 habitants. Entre le 18ème et le 19ème siècle elle est passée 17 fois des mains de l'Angleterre à celles de la France avant de devenir colonie britannique. C'est cela qui explique que, outre l'anglais, la plupart des habitants de Ste Lucie parlent le même créole qu'en Guadeloupe et en Martinique.

La production essentielle de Ste Lucie est la banane. Elle est entièrement contrôlée par une puissante société anglaise, la «Gueest Industries» qui possède les plus grandes plantations de banane ainsi que les navires bananiers qui exportent la production vers le Royaume-Uni. D'autres grosses sociétés étrangères ont la main mise sur l'économie du pays, comme «Booker Mc Connel» qui possède et contrôle le secteur commercial de l'île ainsi que les circuits de distribution, une partie de l'import-export, les assurances, les voyages.

Tout comme à la Dominique, la Barclays-Bank contrôle une bonne partie des opérations de crédit.

Ste Lucie est donc sous le contrôle de l'impérialisme anglo-américain.

Sur le plan social, le problème le plus important est le chômage qui touche près de 20 % de la population. Et, en matière de salaires, la politique du gouvernement de M. John Compton est loin de faire l'unanimité. Ainsi, à quelques heures des cérémonies de l'indépendance, une manifestation d'instituteurs et de fonctionnaires venus réclamer des arriérés de salaires impayés se déroula dans les rues de Castries, la capitale, et fut dispersée à coups de grenades lacrymogènes par la police.

L'opposition constituée essentiellement par le parti travailliste (St Lucia Labour Party, le SLP) a boycotté les fêtes de l'indépendance. Cette opposition qui conteste la légitimité du gouvernement Compton voulait repousser la date de l'indépendance après les élections générales qu'elle pense remporter contre le parti au pouvoir, le UWP (United Workers Party).

Cependant ces deux partis restent des partis bourgeois représentant les intérêts de la classe dominante.

Ste Lucie est indépendante. Il reste encore aux travailleurs de ce pays à forger le parti avec lequel ils se libéreront du joug du capitalisme et de l'impérialisme anglo-américain.

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

LA RESISTANCE DES TRAVAILLEURS DE LA SIDERURGIE EN FRANCE



Grèves, manifestations de rue, occupations d'édifices publics, attaques de commissariats, telle est la réponse que donnent depuis quelques jours les travailleurs de la sidérurgie au plan de démantèlement de cette branche d'industrie par le gouvernement Barre.

Le projet de supprimer plusieurs milliers d'emplois dans la sidérurgie se heurte à une farouche résistance des travailleurs. Par une série d'actions d'éclat en Lorraine ou à Paris, ceux-ci montrent ainsi aux capitalistes de l'acier qu'ils ne tiennent pas à être les dindons de la farce dans leur projet de restructuration. Quelques jours après l'occupation de la tour Eiffel ce fut celle de la station de radio de Longwy. Les travailleurs ont gardé pendant quelques heures en otage les 19 journalistes de cette station et ils ont exigé que cinq minutes leur soient accordées pour pouvoir diffuser un communiqué à la télévision.

Toutes ces actions traduisent la volonté de lutte des travailleurs de la sidérurgie car ils savent bien que le gouvernement et les capitalistes ne leur feront pas de cadeaux. D'ailleurs l'entrevue vendredi dernier entre le ministre de l'industrie et les syndicats ouvriers n'a rien donné de positif car celui-ci s'est contenté de faire des promesses sur la soi-disant possibilité de reclassement pro-

fessionnel des licenciés. Les travailleurs ont raison de se méfier de telles promesses car le problème des licenciements est général et ne traduit que la volonté des capitalistes de leur faire payer les frais de la crise.

Les barons de l'acier ne veulent pas renoncer à leur projet de licenciement. La concurrence internationale dans cette industrie est très acharnée et pour pouvoir mieux la supporter en cette période de crise les capitalistes français veulent moderniser avec les subventions de l'Etat et licencier dans le même temps des milliers de travailleurs. Il ne reste donc à ceux-ci qu'une solution, la lutte. Mais encore faudrait-il que cette lutte soit coordonnée non seulement au niveau des différents secteurs de la sidérurgie mais aussi au niveau de l'ensemble de la classe ouvrière française. Et ceci, les syndicats se refusent à le faire. Ils laissent les luttes dispersées, parcellisées sans donner de perspectives réelles aux travailleurs. Aussi, par manque de perspectives, les sidérurgistes français se trouvent actuellement sur la défensive et leurs actions sont plus la marque de leur désespoir que d'une offensive déterminée et organisée ayant pour but de faire échec à tout prix au plan du patronat.

P. MICHAUT

FIEVRE JAUNE

(suite de la page 1)

Ni la vaccination, ni la démoustication n'ont été entreprises. Aujourd'hui que le danger de maladie est proche, on a rapidement ouvert un centre de vaccination, mais sans donner véritablement aux gens les moyens de se faire vacciner, puisque d'une part il faut se déplacer, et ce n'est pas toujours possible, et d'autre part le vaccin n'est pas gratuit, il coûte 35 F ! Ensuite la mesure est non seulement insuffisante, mais aussi bien tardive, puisque le vaccin n'immunise qu'à partir du 10ème jour. De toute façon il est scandaleux qu'on fasse payer ces vaccins et qu'on n'organise pas une vaccination systématique dans les écoles, les lieux de travail, les quartiers, etc...

En ce qui concerne la démoustication, l'épandage de produits insecticides est prévu. Mais c'est une mesure sans effet durable, et là encore il a fallu du temps pour que cela soit décidé. Et les autorités, pour décharger leurs responsabilités, n'hésitent pas à accuser la population de favoriser la propagation du moustique en laissant traîner des noix de coco vides ou des boîtes de conserve, comme si c'était la cause réelle de la présence de moustiques. La réalité c'est que l'administration coloniale, préfet en tête, ne s'occupe guère de faire disparaître les bidonvilles, les marécages et les mares nauséabondes qui se rencontrent un peu partout et qui sont le siège privilégié des larves de moustiques.

Assainir, construire des logements corrects, développer l'hygiène et le confort, faire la chasse aux foyers d'infestation, informer la population des risques de maladie, vacciner... tels sont les meilleurs moyens de lutte contre la fièvre jaune, et aussi contre les autres maladies dites «tropicales» qui ne sont bien souvent que des maladies de la misère et du sous-développement.

Mais telle n'est pas la politique entreprise par le pouvoir actuel. Bien au contraire les dirigeants politiques, faute de prévoyance et surtout de volonté d'améliorer la situation sociale de la majorité de la population, agissent au coup par coup et font courir des risques énormes à des milliers de gens.

Claire GOYA